

Nº. X.

# R É V O L U T I O N S

DE PARIS,

DÉDIÉES A LA NATION

Et au district des Petits-Augustins; avec un  
extrait de quelques papiers de la Bastille.

NOUVELLE ÉDITION.

---

Les grands ne nous paroissent grands,  
Que parce que nous sommes à genoux.....  
.... Levons-nous .....

---

Détails du samedi 12 septembre 1789.

N O T R E tâche devient chaque jour plus difficile  
& plus périlleuse. Aux obstacles qu'il nous faut  
vaincre pour parvenir à la vérité, se joignent les  
dangers de la dire. Nous avons été avertis, par  
un ami de la liberté, que le comité de police avoit  
pensé que nos deux derniers numéros excédoient  
tous les droits de la liberté, & que c'est à l'opinion  
que l'on a eue de nos intentions patriotiques, que  
nous devons de n'avoir point été inquiétés.

Nº. 10.

A



D'après l'emprisonnement de M. Letellier, auteur du *Fanal*, emprisonnement fait à main armée, par ordre de ce comité, sans instruction préalable, sans jugement public, nous n'avons pas besoin de faire de commentaire sur ce mot *inquiétés*.

Nous déclarons hautement que, si nous nous sommes rendus coupables, nous demandons à subir la peine que nous avons méritée; mais nous demandons une instruction juridique qui constate, d'une manière précise, *le corps du délit*; nous demandons à n'être point condamnés sans être entendus; nous demandons enfin que toutes personnes publiques ou privées qui se constitueront nos accusateurs ou nos juges, se soumettent à la loi de la *responsabilité*. La police est une partie du pouvoir exécutif. Ceux qui l'exercent sont donc des ministres du pouvoir exécutif; la loi de la responsabilité doit donc s'étendre jusqu'à eux, & tenir lieu de ce qu'on appeloit autrefois dans un langage d'esclave, *la prise à partie*. Ce principe reconnu, nous sommes prêts à *ester* en jugement.

Nous accuse-t-on d'avoir calomnié quelques particuliers? qu'ils se présentent; qu'ils forment contre nous une action civile ou criminelle; voilà la seule marche qu'ils aient à tenir; la nôtre seroit ou de réparer nos torts, si nous en avions, ou de nous défendre.

Avons-nous calomnié quelque personne publique? N'a-t-elle pas les mêmes voies pour obtenir une réparation éclatante?

Avons-nous appelé le peuple à la révolte? Avons-nous semé entre les citoyens des germes de division? avons-nous loué l'anarchie, le désordre, la violence? Qu'il se trouve donc quelqu'un qui nous accuse, *et qui se nomme*. Le public s'est, jusqu'à



ce jour, déclaré en notre faveur; il n'existe encore aucun écrit qui attaque nos principes, qui réfute nos récits, ou qui censure nos résultats. L'opinion publique seroit-elle donc pervertie?

Nous avons attaqué ceux qui tendent à substituer une aristocratie de riches à une aristocratie de nobles; ceux qui se couvrent du masque de la popularité; ceux qui ambitionnent le pouvoir. Nous avons critiqué des opérations contraires à la liberté; nous avons éclairé les citoyens sur un plan de municipalité absurde & tyrannique. Si ce sont là des crimes, nous nous glorifions de les avoir commis.

Nous attendrons donc que nos accusateurs ou nos juges nous indiquent la phrase, le mot qui excède les bornes de la liberté? jusques-là nous poursuivrons notre route, sans nous en écarter davantage pour notre propre défense.

Nous devons à celle de la patrie, de mettre sous les yeux de nos concitoyens un tableau de notre situation extérieure & intérieure. Nous y trouverons des préservatifs contre les alarmes qu'inspirent les mouvements de quelques puissances étrangères, & contre le dégoût que des manœuvres adroites peuvent donner pour le plus grand des biens, la liberté.

On pense généralement que les chefs de la ligue aristocratique ne demeureroient pas aussi long-temps chez l'étranger, s'ils n'avoient voulu que fuir la fureur du peuple, & que leurs voyages de cour en cour a pour objet de former une confédération entre plusieurs princes pour venir, à la tête des troupes qu'ils prêteroiient, fondre sur la France, & profiter de ses dissensions intestines pour

rétablir l'aristocratie dans tous les droits qu'elle avoit usurpés sous le nom du monarque.

Ce projet doit plaire, sans doute, à tous les despotes, à tous les aristocrates de l'univers; & la confédération doit d'autant moins éprouver d'obstacles, que les princes doivent sacrifier toutes leurs animosités personnelles à l'avantage de tenir les peuples dans l'asservissement.

Cependant, on ne parle encore que de conjectures, de probabilités. L'Empereur fait la paix avec le Sultan; c'est pour venir soutenir un parti dont il étoit l'ame secrète & invisible. Le roi de Prusse fait avancer sur les frontières de la France & de l'Empire une armée de 50 mille hommes, qui seront suivis de 6 mille Hessois, & de quelques autres troupes des cercles. Son prétexte est d'empêcher l'introduction *du mal français* qui a déjà pénétré à Nuremberg, à Cologne & à Trèves. Le roi de Sardaigne ne peut pas refuser des secours à un gendre qui les sollicite; une de ses filles s'est déjà retirée près de lui. Madame va se rendre aussi à la cour de son père. L'Espagne a déjà fait des tentatives auprès du ministère d'Angleterre, & ces tentatives ne laissent pas de doute sur ses dispositions particulières.

Voilà donc, s'il en faut croire, des gens qui s'appuient sur quelques gazettes anglaises & allemandes, une ligue formée, ou du moins prête à se former entre ces quatre puissances. Cinquante mille Espagnols nous attaqueront au midi pendant que les Prussiens entreront par le nord de la France. L'Alsace verra l'Empereur à la tête de toutes les forces qu'il employoit contre les Turcs. Le Dauphiné & les provinces voisines seront contenues par vingt-cinq mille Italiens. On voudroit bien que l'Angle-



terre fit en même-temps une descente en Bretagne; mais le cabinet de Windford se refuse à toute ouverture, & croiroit dégrader la majesté de la nation anglaise, s'il aidait à opprimer un peuple qui marche à la liberté.

Français, ce ne sont point les attaques étrangères que nous devons craindre; nous leur devrions peut être un jour notre salut. Jamais les Romains furent-ils meilleurs citoyens & plus vraiment libres, que lorsque des nuées de Gaulois inondoient l'Italie, & s'avançoient jusqu'aux portes de Rome. Admettons pour des faits constants, toutes ces conjectures que la crainte exagère. Fiez-vous d'abord aux Bearnois & aux Gascons, ces peuples si renommés par leur antique valeur, du soin de les empêcher de traverser la Garonne. Pensez ce que pourront les brouillans Provençaux & les intrépides Dauphinois, contre des soldats efféminés par le climat & abrutis par l'esclavage; voyez ensuite ce que pourront contre les Prussiens & les Impériaux tout le reste du royaume, les Bretons, les Normands, qui forment seuls des puissances formidables; les Lorrains & les Alsaciens qui sont nos frères, & qui se glorifient aujourd'hui d'être Français; la Flandre, la Picardie, la Champagne, la Bourgogne, toutes les provinces de l'intérieur qui peuvent fournir des armées. Et vous, Parisiens, qui avez pris la Bastille d'assaut, en quatre heures, qui avez formé dans un seul jour une armée de trois cent mille hommes, vous seuls, s'il le falloit, vous sauveriez la patrie.

Louis XIV disoit à Villars, si vous êtes vaincu, écrivez-moi, je traverse Paris, votre lettre à la main; je connois les Français, j'irai vous joindre avec deux cent mille hommes, nous vaincrons,

ou nous nous ensevelirons sous les ruines de la monarchie française : ce que vous auriez fait pour Louis XIV , vous le ferez pour vous-même ; ce que vous auriez fait pour sa gloire, vous le ferez pour votre liberté ; une seule victoire décidera de tout en notre faveur ; nos frères qui composent l'armée nous dresseront en peu de jours, ou, si nous n'en avons pas le temps, la valeur suppléera à la discipline ; des hommes libres combattront contre des esclaves, qui poseront leurs armes à nos pieds si la raison pénètre jusqu'à eux.

Il ne faudra qu'un mot peut-être pour assurer son triomphe. Qu'un seul d'entre nous avance jusqu'à leur camp & leur dise simplement ces mots : *les nations n'appartiennent point aux rois, les rois appartiennent aux nations*, &c, comme par un pouvoir magique, ils abandonneront leurs chefs pour venir nous embrasser.

Supposons que le sort se tourne contre nous, que l'étranger vienne nous attaquer, que nul peuple libre n'embrasse notre cause, que nous soyons vaincus, alors, Français, jetez les yeux sur les grands exemples que vous ont donné les Romains. Quand Porfenna voulut rétablir à Rome l'aristocratie des Tarquins, il viola le droit des gens, & pour l'en punir, trois cents jeunes Romains des plus illustres familles formèrent une conjuration. Mutius Scévola, l'un d'eux, se rendit dans son camp pour lui percer le sein ; il se méprit, & ne tua que le secrétaire du tyran ; mais à l'instant, il mit dans un brasier la main qui s'étoit méprise, pour apprendre à Porfenna qu'il bravoit tous les supplices. Porfenna fut épouvanté par tant d'héroïsme, & les Romains furent libres.

S'il faut dire notre sentiment particulier sur des



objets qui intéressent si vivement nos concitoyens, nous ne croyons pas, quoiqu'il faille peu compter sur les principes des gouvernemens, que des princes qui sont éclairés, au moins par leur intérêt personnel, viennent troubler nos opérations domestiques. Nous croyons que la constitution s'achèvera au sein de la paix, ou que, si nous avons à combattre, nous ne serons pas pris au dépourvu, & que nous serons vainqueurs.

*Détails du dimanche 13 septembre.*

« Si l'on recueilloit les opinions par tête dans » la capitale, disent aujourd'hui quelques citoyens, » on trouveroit que la pluralité voudroit vivre sous » le régime qui existoit avant la révolution ». Nous ne contesterons pas une proposition qu'il seroit impossible d'établir, & que l'on cherche beaucoup à accréditer; elle est vraie peut-être en la réduisant à ces termes : *Préfereroit-on le despotisme à l'anarchie ?*

Le découragement dans lequel sont tombés quelques patriotes, vient de ce qu'ils ne croient pas que l'ordre puisse se rétablir dans nos affaires intérieures, ils voient l'assemblée nationale partagée en deux partis, celui de la coalition, composé du clergé, de la majeure partie de la noblesse, & de quelques membres des communes, & celui des vrais représentans de la nation, des bons & fidèles députés des communes, que la majorité s'est permise de désigner sous le nom *du coin du Palais-Royal*; & ils craignent, avec raison, que la constitution se fasse pour le parti aristocratique, & non pour la nation. Ils citent pour exemple de l'influence de cette coalition, que, dès les premiers pas, l'assemblée a accordé au roi un *veto* suspensif,

qu'il seroit absurde qu'il ne pût pas exercer contre les arrêtés de la nuit du 4 août, & dont il n'useroit cependant pas sans exciter des troubles dans toute la France, ainsi qu'on l'a reconnu dans le sein même de l'assemblée.

Ils voient qu'un des *faiseurs* du fameux Lamoignon propose les modes de constitution les plus tyranniques, un sénat, une législature de quatre ans, & la rétractation des arrêtés du 4 août, avec toute la sécurité d'une bonne conscience.

Ils voient que l'opinion publique est écrasée, étouffée, & que la crainte de passer pour un *motionnaire* ferme la bouche à quiconque fait voir jusqu'où s'étendent les ramifications de la coalition.

Mais les véritables causes du découragement de quelques habitans de Paris, c'est l'émigration des riches, la cessation du commerce de consommation, & la difficulté des subsistances; comme ces maux les frappent à la suite de la révolution, ils l'attribuent à la révolution.

Rassurez-vous, citoyens, jamais la liberté n'a chassé personne; ces grands, ces riches qui fuient ne craignent que le *despotisme bourgeois*. Établissez une police sage, formez une bonne municipalité, soyez par-dessus tout très-scrupuleux dans le choix de vos officiers publics, & vous verrez Paris devenir la capitale du monde entier. Quoi donc! quand l'étranger n'aura plus à y craindre les lettres-de-cachet, les espions, les délations; quand il trouvera avec tous les arts & tous les plaisirs, la liberté la plus parfaite, il s'y plairait moins que lorsque chaque jour il pouvoit se dire qu'il ne reverroit peut-être jamais sa patrie? Ne sentez-vous pas que cette supposition est choquante? Ceux qui se plaisent à vous désespérer en vous présentant la décadence de la capitale



taie comme l'ouvrage de la révolution, cherchent à vous faire perdre de vue sa véritable cause. Lorsqu'il sera certain que votre municipalité sera instituée pour vous & non pas pour les municipaux; lorsqu'on aura retrouvé les fils de l'opération des subsistances; lorsqu'enfin la constitution achevée, sanctionnée, mise en exécution, vous dispensera de battre la caisse à toutes les heures du jour, & que votre ville n'aura plus l'air d'un camp; vous y verrez accourir de tous les coins du monde les plus riches consommateurs & les plus chauds amis de la liberté.

Et certes, nous n'avons pas à choisir; il nous faut devenir le plus heureux des peuples, ou être le plus malheureux de tous. Vous savez tout ce qu'avoit commis le parti que nous avons terrassé. Des sommes énormes avoient été dépensées avec un scandale insultant, les mœurs publiques étoient ouvertement violées, la nation étoit comptée pour un vil troupeau de bêtes de somme; nos libertés, nos biens, nos vies, tout étoit à sa discrétion. Pen-  
sez-vous donc que si la contre-révolution avoit lieu, soit par votre propre dégoût pour l'état actuel des choses, soit par les perfides combinaisons de ses chefs pour changer seulement la forme de l'aristocratie; pensez-vous-qu'ils vous pardonnassent l'humiliation dont vous les avez couverts aux yeux de l'Europe entière, & doutez-vous que les proscriptions les plus sanglantes ne fussent la suite de leur triomphe & de votre défaite?

L'histoire n'offre point d'exemple qu'un parti aristocratique ait opprimé sa patrie, sans que de longues & cruelles proscriptions n'aient assouvi sa vengeance. A Rome, Marius & Sylla; à Florence, les Cosme & les Médicis; en Angleterre, les York

& les Lancastre; en Hollande, le parti Statouddérien, ont fait couler des fleuves de sang par les proscriptions. Si le parti aristocratique triomphe de nous, sans instruction, sans jugement, sans raison, on massacrera tous ceux qui se sont signalés par des actions patriotiques, par des écrits vigoureux, par des sentimens distingués; l'obscurité ne sauvera personne. Tout homme attaché au parti dénoncera ses ennemis particuliers comme des ennemis des chefs aristocratiques, & ils seront sacrifiés. Un peu de fortune sera un arrêt de mort, parce que la confiscation suit toujours la proscription; & ces horreurs n'auront d'autre terme que la satiété des gens, que tous les biens, tous les honneurs, tous les avantages n'ont pu rassasier depuis leur naissance.

Cessons donc de nous affliger de la crise actuelle, puisqu'elle est nécessaire; ne regrettons plus la perte de main-d'œuvre que cause l'apprentissage militaire. Notre troupe non-soldée fait des progrès étonnans. Le bon ordre, la marche, l'air martial des bataillons qui ont passé la revue ce matin, quadrupleroient le nombre de ceux qui apprennent l'exercice, s'ils pouvoient se mêler dans les rangs sans uniforme.

Par une bizarrerie, qui convient parfaitement au reste de notre ancien caractère, des hommes qui ne veulent point servir portent cet uniforme. L'assemblée des représentans de la commune vient de le prohiber pour tout homme qui ne seroit pas inscrit dans les compagnies citoyennes.

Il n'émane pas une bonne délibération du conseil municipal qu'elle ne soit à l'instant applaudie par tous les cœurs. La liberté d'aller & de venir sans passe-ports, l'admission de la légion du chà-



telet dans les compagnies des districts, comme citoyens, & non en corps de légion, l'aggrégation de la milice de la banlieue à la garde nationale, à la condition de porter le nom du village sur le bouton; voilà ce qui mérite la confiance générale: mais l'arrêté par lequel les municipaux ont réclamé de l'assemblée nationale un règlement judiciaire pour les causes criminelles, n'a pas été plus accueilli par l'opinion publique que par le corps législatif: les motifs puissans qui l'ont déterminé ne balançoient pas les inconvéniens d'une *loi de confiance*, qui est toujours une mauvaise loi.

On regrette beaucoup de ne plus trouver dans la liste des représentans de la commune M. de la Harpe; ses conseils n'étoient pas les moins sages. En général, les gens de lettres, lorsqu'ils peuvent accepter des charges publiques, sont une grande ressource pour le peuple; ce sont les seuls représentans qui puissent balancer le partage des gens de robe, & qui savent le mieux que le pouvoir ne leur est confié que pour remplir des devoirs.

Ils sauroient sur-tout faire apprécier dans les déclarations les avantages de la liberté de la presse & les dangers d'attaquer, même en louvoyant, ce que le peuple fait être sa dernière ressource contre les abus du pouvoir. Caton le censeur, concluoit toujours, sur quelque matière qu'on opinât dans le sénat, qu'il falloit détruire Carthage.

Nous imiterions volontiers son exemple, en finissant chaque journée par des vœux sur la suppression des entraves qu'éprouve la liberté de la presse, & pour la rétractation de cet article si étrange de la déclaration des droits de l'homme, où les équivoques les plus grossières exposent les citoyens à

tous les genres de vexations, de despotisme & d'intolérance.

*Détails du lundi 14 septembre.*

Occupés des intérêts puissans de la nation, nous avions renoncé à parler de ces fêtes militaires, de ces processions, objets d'amusemens & de luxe, que chaque jour on voit renouveler dans cette capitale; car si le pain & les loix nous manquent, du moins le faste & la dévotion nous consolent; aujourd'hui cependant il se présente une de ces processions qui attire l'attention publique; ce sont les citoyens gardes nationaux des districts du faubourg Saint-Antoine, qui se sont réunis, ayant à leur tête les jeunes vierges de ces cantons, dont le cortège nombreux va faire bénir à Sainte-Généviève, & mettre sous la protection de cette patronne de la capitale un modèle de la Bastille. Ce modèle, de la hauteur de quatre pieds, ou environ, sur une largeur proportionnée, à la forme & à l'emplacement de l'édifice, rappelle le moment du siège de cette forteresse, où le brave grenadier *Arné* saisit le gouverneur. Ici, l'on a tout imité, les armes, les hommes, les drapeaux, les canons; & ce modèle a produit toute l'illusion que l'on pouvoit en attendre. Il étoit intéressant, sans doute, de voir ce simulacre d'une forteresse jugée imprenable, environnée de la plupart de ses vainqueurs, nous montrant des restes des vaincus, & portant en trophées leurs drapeaux & leurs armes. Que d'idées, de réflexions sur le despotisme & ses crimes, sur le courage & le pouvoir de la liberté, ne réveilloient pas la présence de ses hardis défenseurs de cet antre redoutable, qui étonnoit



l'Europe, qui faisoit frémir le sage, qui engloutissoit tant de victimes & de héros; il ne reste donc maintenant qu'un fragile modèle, objet d'amusement pour nos enfans & nos femmes! Qui l'a brisé cet antre redoutable? le courage & la liberté. Quand les Grecs mirent en fuite l'armée innombrable des Perses, qui la vainquit? la liberté. Quand les Romains mirent aux fers le monde, qui l'enchaina? la liberté. Citoyens, nous l'avons recouvrée cette liberté, tenons-nous bien unis, nous n'avons rien craindre.

On fait en ce moment des recherches dans la maison du comte d'Artois; parmi des papiers, on a trouvé une lettre de l'immortel *Jean-Jacques*, adressée, non à ce prince, mais à un milord, & laissée depuis dans la maison de son altesse, on ne fait comment. Cette lettre contiendrait peu de choses de vraiment curieux, si ce n'étoit ces paroles prophétiques & certes très-remarquables; les voici: la lettre fut écrite en 1763. « *Si la nation française est avilie, c'est par le fait d'autrui; souvenez-vous, milord, qu'elle ne sera pas vile dans vingt ans.* »

On nous assure pourtant que ce prince, qui sûrement n'aime pas la liberté, a encore des amis qui négocient depuis peu pour son retour en France, avec tout le mystère possible: mais pourquoi, dirait-on? Ah! pourquoi? c'est apparemment qu'il ne se plaît point où il est.

Parlons de la maison de S. Lazare. Cet asyle du despotisme, changé maintenant en caserne, contenoit ci-devant environ cent soixante prisons ou cachots: il semble que ceux qui les avoient construits s'étoient fait un art particulier d'intercepter les rayons du soleil & ceux du jour; là ne

pénétoient point ni l'air , ni la lumière : nous en prenons à témoin ceux qui ont vu ces lieux ; & , pour l'agrément de ceux qu'on y introduisoit , chaque entrée des corridors de ces prisons offroit cette inscription effrayante :

*Tremblez , en approchant de mon sanctuaire.*

Ou enfin celle-ci :

*Dieu nous regarde.*

Croiroit-on que deux religieux , l'un frère-servant depuis neuf ans , l'autre disant messe , & membre de la communauté depuis onze années , n'avoient encre pénétré ni l'un ni l'autre dans ce redoutable asyle avant le mois de juillet dernier ? Que l'on juge combien le despotisme y gouvernoit en maître impérieux ! Cependant les victimes enfermées dans cette maison étoient punies arbitrairement , souvent elles étoient innocentes. Les loix ne les condamnoient point ; pourtant un parent du maréchal de Villars , dit-on , y étoit depuis 40 ans ! pourtant des êtres que la raison avoit abandonnés par l'énormité de leurs malheurs étoient engloutis parfaitement nus dans des lieux infects , parmi la vermine , les insectes & les reptiles , privés de l'air & du jour ! Oui , nous avons vu les plafonds qui leur servoient de couche percés & rongés de pourritures , les murs mêmes étoient considérablement dégradés ; & c'étoient des hommes voués aux cultes des autels , à toutes les vertus domestiques , les enfans du charitable François de Paule qui laissoient des hommes , des hommes leurs semblables en cet état ! Comme les plus dignes institutions s'avilissent & se corrompent ! Ceux qui avoient fait profession d'être d'abord les soutiens des malheureux & les amis des foibles , sont devenus en-



suite les instrumens de l'oppression, les agens du plus horrible despotisme. Etoit-ce donc à des religieux à se charger d'un tel emploi ? Cependant un écrivain a fait paroître récemment une apologie complète de cette maison ; il l'appelle « *l'un des plus saints et des plus utiles asyles* qui soient » enfermés dans la vaste enceinte de cette capitale... » Il ajoute que cette maison, *vraiment patriotique*, est du ressort *des vues généreuses des citoyens*... & que leur estime sera aussi puissante » pour *ressusciter de ses cendres* (1) *la maison de la paix et de la bienfaisance*, que l'a été leur » indignation pour renverser les forteresses de la » cruauté & de la tyrannie ! »

Maintenant il n'est rien dont on ne parvienne à faire l'apologie : selon certaines gens, tout est bien dès qu'ils n'ont pas à s'en plaindre !

Nous avons annoncé dans notre numéro 9 que les bouchers avoient obtenu des officiers qui composent la commune, une ordonnance en vertu de laquelle ils acquerroient le droit exclusif de vendre de la viande aux riches, comme aux personnes les moins aisées, pour ne pas dire malheureux. Hé bien ! de-là est résulté une querelle entr'eux & les mercandiers (2). Samedi 12 de ce mois, les bouchers, en conséquence du nouveau droit que leur

---

(1) Remarquons que la maison de S. Lazare est propriétaire de quatre-vingt et quelques fermes ou biens seigneuriaux.

(2) Bouchers de la campagne qui débitent la viande dans une des rues de la halle voisine de la boucherie de Beauvais, connues de temps immémorial, pour l'usage des personnes qui ne peuvent mettre un prix ordinaire à cette nourriture, et qui a les privilèges en conséquence.

avoit donné cette ordonnance, faifirent les mercandiers qui se trouvèrent expofant leur viande , rue du Puits (quartier des Halles) aux recherches du public. Cette querelle devint férieufe, & fut d'une nature à inquiéter : on voyoit d'un côté cette ef-  
pèce de viande foulée aux pieds ; de l'autre , ceux à qui elle appartenoit, en défendre la perte ( 1 ). Le diftrict de l'Oratoire y envoya, par ordre du fieur Martin, capitaine - citoyen, un détachement de 18 à 20 hommes, du nombre defquels fe trouvoit M. le comte de Luc, chevalier de S. Louis, un des foldats de la garde nationale, qui étoit dans le détachement comme fufilier ; cet ancien officier, engagé à prendre le commandement, parvint à conduire les deux partis devant le comité de la ville, aidé des fieurs *Jacob & David* ; & s'étant adreffé à M. le maire, il les renvoya au comité des fubfiftances, qui, examen fait, donna gain de caufe aux mercandiers. ( Nous laiffons le public juge de l'embarras dans lequel fe trouvent fouvent les citoyens zélés qui font aujourd'hui à la tête de l'adminiftration de la police ). Le fieur comte de Luc retourné à la halle reçut les complimens mérités.

*Détails du mardi 15 feptembre.*

Aujourd'hui il eft très-difficile de fe procurer du pain : les portes des boutiques de boulangers font affiégées, la foule s'y précipite, & trop heureux qui, avec fon argent, peut en emporter, quelque mauvais qu'il foit, pour lui & fa famille,

---

( 1 ) Presque toute la viande mercantière se débite par des femmes; ces femmes étoient étayées de toutes celles qui fréquentent la halle.



Ici l'on pourroit faire une remarque particulière : le gouvernement a pris soin de faire venir des bleds de l'étranger pour notre consommation ; ces bleds ont paru manquer même avant la récolte ; maintenant la récolte est faite, l'on ne mange que du pain de bled nouveau dans les campagnes, et l'on nous apporte à nous de ces vieilles farines. Certes, elles ne pouvoient manquer alors, et l'on ne doit plus nous en apporter aujourd'hui : d'ailleurs elles sont nuisibles, elles sont dangereuses pour la santé : c'est ce dont il n'est personne qui ne soit convaincu.

Mais quelles pouvoient être les causes de la disette dans les villes ? ( Les campagnes sont approvisionnées en ce moment ) Ces causes paroissent se réduire à quatre principales.

1<sup>o</sup>. Les travaux de la campagne, tels que les semailles, etc. . . . qui ne laissent pas aux fermiers de bras suffisans pour battre les bleds, et le temps nécessaire pour les conduire dans les marchés.

2<sup>o</sup>. Les spéculations sur les accaparemens.

3<sup>o</sup>. La haine connue de beaucoup de grands propriétaires envers la nation ; cette haine ne peut les porter à emmagasiner leurs grains, et les marchés s'en trouveroient appauvris.

4<sup>o</sup>. L'espoir de pouvoir exporter des bleds, fortifié par les nouvelles qui se répandent que déjà *il en est sorti par Charleville.*

Voilà les causes principales de la disette que nous éprouvons ; quels seroient les moyens d'y remédier ?

Quant à la première cause, le comité des subsistances peut y suppléer en envoyant de ces ouvriers inscrits dans les bureaux de charité, aux fermiers qui manquent de bras pour battre leurs grains. Secondement, en faisant prendre ces bleds chez les fermiers qui ne pourroient les conduire aux marchés, vu la quantité de leurs travaux. Troisièmement, en mettant en usage les moyens indiqués dans le numéro 7 des Révolutions, page 3, ou en se servant des moyens équivalens pour suppléer par des moulins à bras aux moulins ordinaires. Tels sont les expédiens qui nous paroissent efficaces pour subvenir à la première cause de la disette.

Quant à la seconde, celle des accaparemens, il faudroit que la commune autorisât les boulangers de la capitale à se pourvoir les premiers dans tous les marchés des approvisionnemens de Paris, en sorte qu'il fût défendu à tous particuliers non boulangers d'acheter des bleds avant telle heure, heure indiquée par l'aide-de-camp de la commune, bien entendu que les boulangers feront sur le lieu même à cet officier la déclaration de leurs achats, et suivront pour le surplus le texte de l'ordonnance publiée dernièrement à ce sujet. En outre, il conviendrait encore que le prix du bled, à la halle de Paris, fût fixé à chaque marché à 30 ou 40 sous par setier au-dessus du taux des marchés des campagnes, afin que le fermier préférât de nous amener son bled, et que, loin d'être effrayé par les contrariétés qu'il éprouve, il y fût engagé par son propre intérêt.

Enfin, sur la troisième cause ne conviendrait-il pas de semer tout propriétaire de grains de faire inscrire dans sa municipalité la quantité de grains dont il est propriétaire, à peine de confiscation; si ce propriétaire envoie ensuite ces grains, ou une partie de ces grains au marché, il en obtiendra une décharge de l'officier de la commune président audit marché; mais alors ne faudroit-il pas aussi favoriser tout boulanger ou autres personnes qui dénonceroient des emmagasinemens de bled, dont les municipalités n'auroient pas eu connoissance? Je sens tout ce qu'a de contraire aux bonnes mœurs cet expédient, mais ici: *salus populi, suprema lex esto*. C'est un acte de patriotisme, et non une délation; c'est empêcher que des milliers d'individus ne souffrent ou ne meurent de faim, et certainement une pareille action est très-louable. D'ailleurs, disons-le nettement, à l'égard de la quatrième cause de la disette, si le décret de l'assemblée nationale qui défend l'exportation est sévèrement exécuté, jusqu'à ce qu'elle en ait autrement ordonné, les bleds que l'on voudra cacher ne tarderont point à paroître; mais si l'on n'empêche point cette exportation, s'il est déjà sorti des bleds de Charleville, c'est vainement que la prudence indiqueroit des moyens de ramener



l'abondance; ils seroient tous insuffisans; et pourtant le peuple est si malheureux! Eh bien! pour empêcher toute exportation secrète, vous avez encore un moyen. *La publicité est la sauve-garde du peuple*, a dit notre sage maire (M. Bailly). En effet, pour-quoi n'inviterions-nous pas tous les bons patriotes à nous instruire, des deux bouts de la France, des tentatives que l'on pourroit faire pour envoyer des bleds chez l'étranger? Lorsqu'un convoi repasseroit les frontières, nous annoncerions dans le numéro suivant de notre ouvrage qu'un convoi de bled, de telle nature ou quantité, a passé dans tel lieu, tel jour, à telle heure; en sorte que nous tiendrions registre public des bleds qui sortiroient de France, jusqu'à ce que l'exportation fût permise; et, pour engager plus puissamment à nous en instruire les personnes qui auroient connoissance de ces exportations, nous offririons à celles qui nous enverront une lettre authentique, signée d'une personne connue, ou de quelques notables du lieu, un *abonnement gratis de notre ouvrage, durant trois mois*. De plus, nous inscrirons dans la liste des convois que nous imprimerons à chaque numéro, le nom de chaque citoyen patriote qui nous aura annoncé tel ou tel convoi de bled exporté, à moins qu'il ne veuille rester inconnu, pour être regardé comme ayant réellement droit à la reconnaissance publique.

*Détails du mercredi 16 septembre.*

Nous avons rendu compte dans un de nos numéros précédens de la dénonciation qui avoit été faite par le district des Récollets, sur lequel le sieur Kornmann est domicilié, contre le sieur de Beaumarchais; mais nous n'avions pas dit que les mêmes inculpations lui avoient été faites par le district de S. Etienne-du-Mont, présidé par M. du Verryer, avocat, qui, dans la cause du sieur Kornmann, reçut des juges un avertissement peu flatteur pour son amour-propre. Nous n'avions pas dit que le sieur de Beaumarchais ayant été nommé commissaire dans une affaire qui concernoit le sieur Nixon, ses collègues n'avoient pas voulu *communiquer avec lui*; ce qui

donna lieu à une discussion entre lui et l'un d'eux, le sieur Morel, architecte, député du district des Pères de Nazareth : on a prétendu qu'il l'avoit appelé en duel. M. de Beaumarchais se lave de cette accusation, et offre mille écus à celui qui fournira la preuve de la plus foible des inculpations qui lui sont faites sur d'autres points.

« En repoussant aux yeux de tous l'horrible injure qui m'est faite, c'est votre cause, ô citoyens ! que je défends plus que la mienne ». Ce début de la requête du sieur de Beaumarchais aux représentans de la commune contient une vérité très-importante ; il est beaucoup de citoyens assez ineptes pour regarder comme indifférente l'injustice qu'ils voient faire à un de leurs concitoyens ; il en est d'assez pervers pour s'en réjouir ; c'est pourtant par des injustices particulières que se forme peu à peu l'aristocratie, qui finit par écraser le corps entier des citoyens, si on ne se ligue pas contre la première injustice, faite à un membre quelconque de la commune ; si son injure ne devient pas l'injure de tous, il n'y aura jamais de liberté civile.

Les représentans de la commune ont accueilli la requête du sieur de Beaumarchais, et ils ont réparé l'injustice qu'il avoit essuyée par la privation provisoire de son état, et par l'omission de son nom sur le tableau imprimé des représentans de la commune.

Cette omission du tableau, ces refus de communiquer sont empruntés de l'ordre des avocats, c'est à dire du plus vicieux et du plus aristocratique de tous les régimes : ce n'est pas sans douleur qu'on en a vu un si grand nombre parmi les représentans de la commune ; et ce seroit avec une douleur bien vive que l'on verroit leur esprit de corps devenir l'esprit du corps municipal.

Les avocats sont venus à bout de faire une profession de ce qui n'en est point une ; car tout homme a le droit de placer sa confiance où et en qui il lui plaît ; de faire plaider sa cause par un militaire qu'il trouve éloquent, comme par un honnête cordonnier qui du moins iroit droit au fait. Leur langage a banni hors du sanctuaire des loix les parties qui ont craint en plaidant elles-mêmes de se commettre contre des hommes qui ne se font guère moins d'honneur du talent d'assourdir les juges que de celui de les éblouir.



Après avoir mis le public dans la nécessité de se servir de leurs secours, ils se sont rendus les arbitres du prix qu'ils y mettroient; et pour que la profession pût être lucrative, ils ont cherché les moyens de pouvoir chasser à leur gré quiconque fixeroit trop les regards du public: aussi n'a-t-on jamais au barreau que des écrivains très-médiocres. Au moyen stage du tableau, de la radiation, du bâtonnier et des colonnes, ils ont formé *la jurande* la plus funeste aux talens, aux fortunes particulières, et même à l'ordre public.

N'a-t-on pas vu plusieurs fois les avocats, en refusant de plaider, suspendre le jeu de toute la machine? Sans la distribution de la justice, il ne peut y avoir de paix parmi les citoyens; on ne peut donc la suspendre long-temps sans causer une émeute: or, quand la compagnie des avocats, qui a le privilège de se taire lorsqu'il faudroit qu'elle parlât, ne veut pas plaider, les juges, les cliens et les procureurs se trouvent hors d'état d'agir: le peuple se mutine, et l'action du gouvernement est arrêtée. Cette compagnie, dans l'état actuel, est donc un monstre dans l'ordre politique: il est douteux cependant que son régime soit réformé, d'après le très-grand nombre d'avocats qui se trouvent à l'assemblée nationale; et l'on n'espère plus voir au nombre de ses décrets sur l'ordre judiciaire «que tout homme a le droit de plaider sa cause, ou de la faire plaider par qui bon lui semble, ou de plaider la cause dont il voudra se charger, sans que les juges aient égard au tableau, matricule ou confrérie».

Or, si cet ordre subsiste, (car c'est un ordre à part) et que ses membres soient un jour dans la représentation de la commune en assez grand nombre pour y dominer, que ce soient ceux-là même qui dominent dans leur ordre, qui ne sent pas qu'ils seroient bientôt trop puissans? car ce qu'ils voudroient comme représentans, même au détriment de la commune, ils forceroient le gouvernement à le faire, en interrompant, par un silence hypocrite, l'administration de la justice. Ne choisissons donc dorénavant pour nos députés que peu d'avocats; choisissons ceux sur-tout qui se sont défaits, ou qui n'ont jamais eu la morgue de leur état.

La morgue vient du désir de dominer et de l'idée qu'on en est digne.

Nous oserions affirmer que ce sont des gens de robe qui ont fait dans quelques districts la motion de ne point laisser voter tous les citoyens qui ne payent pas 7 liv. de capitation. Le démon de la chicane a pu seul inventer une distinction entre le citoyen qui paye 6 liv. et celui qui ne paye que 5 liv. 19 sous 11 den. Nous réclamons au nom de plusieurs citoyens, contre un abus qui va, sans aucun détour, à établir une aristocratie de riches.

Nous réclamerons aussi contre une expression d'un placard des officiers de la commune; elle porte que, sur la *dénonciation faite* que deux journaux ont affirmé que M. le comte d'Epernay avoit été élu commandant-général, et M. Darigrand, maire d'une association de onze villages des environs de Paris, il est de la sagesse d'ordonner aux éditeurs de ces journaux d'insérer précisément tout le contraire dans leurs prochains numéros. Notre réclamation porte sur l'absence du nom du dénonciateur. *Dénonciation faite*; par qui? Par un membre, par un des personnages désignés dans ces journaux: cela importe beaucoup à savoir! Chacun doit connoître son dénonciateur, parce que, fût-il membre ou même président de la commune, il est responsable de sa dénonciation: la responsabilité est le seul moyen d'établir la confiance publique, et chaque district peut y assujettir ses députés sans craindre d'en manquer; c'est même un moyen infailible pour écarter les candidats *chanceux*.

On a trouvé chez les sieurs Périer (dont l'un est membre des représentans de la commune et du comité des subsistances) trente-cinq canons en fer; ils ont déclaré qu'ils étoient destinés au service de la marine; ce qui est d'autant plus probable qu'ils ont établi une forerie chez eux. Les représentans de la commune ont exigé d'eux une commission de les avertir lorsqu'ils recevraient du pouvoir exécutif un ordre relatif à ces canons: on y a aussi trouvé une pièce de 72 livres de balles; il a été ordonné que cet instrument meurtrier seroit brisé et mis en pièce.



Nous savons que le brave citoyen qui commanda l'attaque de la Bastille avec une prudence à laquelle nous devons d'avoir perdu fort peu d'hommes à ce siège, a renoncé à la place de directeur de la buanderie de la reine, pour aller avec sa troupe à la recherche des subsistances, et qu'il a rendu de grands services. Nous savons aussi qu'il a commandé la troupe qui s'étoit portée à Montmartre contre les ouvriers qui disoient ne vouloir pas se retirer, mais nous n'avons pu parvenir à savoir qu'elle récompense il a obtenu, à quel grade il a été élevé : nous prions les citoyens du district qui s'est chargé d'acquitter envers M. Hullin la dette commune de la patrie, de nous en instruire ; nous consignerons leur réponse dans notre ouvrage, ainsi que tout ce qui nous sera adressé relativement au sort qu'ont eu les héros de la Bastille dans les élections.

Ce même jour une fille de 17 ans (1) voyant passer sept voitures sur le quai de l'école, s'avisait de demander aux conducteurs quel étoit leur chargement : *Du riz et du sel*, répondirent-ils, et que nous conduisons au Havre. Cette fille curieuse, et présentant leur réponse fautive, se servit d'une broche qu'elle tenoit par hasard à la main, perça un des sacs, duquel il sortit du bled : aussitôt sollicitée par le besoin de pain, et transportée de colère, elle saisit la bride du premier cheval, et aidée de plusieurs voisines, elle fit retourner les voitures, qu'elle conduisit elle-même au cloître de S. Germain-l'Auxerrois. Malgré la résistance des rouliers, qui désiroient être conduits à la halle, elle fit vider les voitures sous les charniers de cette église, armée toujours de sa broche, et pour avoir acte de son zèle, elle fit venir M. le curé, afin qu'il en fût lui-même témoin. Après que tout fut rangé, elle avertit le curé du besoin où se trouvoient les gens qui avoient été occupés à ce travail, et leur fit distribuer du vin de la part

---

(1) Cette fille se nomme Levasseur ; son père est marchand d'histoire naturelle, sous la voûte du loup qui fait face aux Quatre-Nations.

de son pasteur; ensuite elle a donné ses ordres pour que ce grain fût moulu et distribué à prix d'argent aux boulangers de son district.

Le lendemain elle arrêta une voiture de farine que l'on menoit aux invalides, et la conduisit au même lieu.

*Détails du jeudi 17 septembre.*

La difficulté de se procurer du pain a échauffé ce matin la tête d'un grand nombre de femmes du peuple. Après avoir perdu à la porte d'un boulanger deux ou trois heures d'un temps qui est toujours très-précieux à quiconque vit de son travail, elles se voyoient forcées de courir chez d'autres boulangers, où elles n'étoient pas plus heureuses. Quelques-unes se sont présentées à l'hôtel de ville, où notre respectable maire a écouté leurs plaintes avec une bonté paternelle, et avec la douleur de ne pouvoir porter sur le champ remède aux malheurs publics.

On répand cependant que quelques gens mal intentionnés ont jeté des pierres dans son jardin, et que le district des Feuillans, sur lequel il habite, a cru devoir prendre des précautions pour sa sûreté, et annoncer que tous ses membres verseroient jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la défense de ses magistrats.

Nous savons que le peuple affamé n'étoute rien, et que dans son aveugle colère il s'emporte sans réflexion contre quiconque est exposé à ses regards; mais à Dieu ne plaise que le peuple de Paris se dégrade assez pour jamais être injuste envers le plus vertueux des citoyens! *J'en'ai point cherché à commander, et j'avois des nuits plus tranquilles autrefois*, disoit-il, dans la lettre qu'il a écrite aux districts pour demander des lieutenans. Le sort du peuple ne s'est pas amélioré sous son administration; mais a-t-il vraiment une administration? et ne s'est-il pas tellement trouvé circonscrit par les représentans de la commune, que son titre jusqu'à présent n'a été qu'un titre honorifique? Souvent ses idées les plus saines se sont perdues dans l'immensité des discussions. Et que peut pour le bien du



du peuple un homme qui, quoique chargé en apparence de l'autorité publique, n'a pas plus d'influence sur les opérations qu'un troisième député de district? En toutes choses d'exécution, le trop grand nombre de coopérateurs ne peut que nuire ou s'embarrasser les uns les autres, ou donner trop d'éclat aux opérations, et rien n'est aussi dangereux en matière de subsistances.

Tous ces hommes envoyés à grands frais dans les campagnes, tous ces commissaires qui vont faire aux méuniers des harangues soutenues par des bayonnettes, donnent nécessairement l'idée d'un grand et pressant besoin : or, c'est cette idée qui fait hausser le prix des denrées, et qui les fait rentrer dans les greniers.

Puisqu'à l'époque où le ministère a voulu nous faire périr de faim, il avoit parfaitement bien vu l'opération des subsistances, une correspondance suivie avec les intendans des provinces, faisoit connoître les provinces où le bled surabondoit, un traité avec la compagnie *Leleu de Corbeil* assuroit à la halle une fourniture de 31,000 sacs de farine, lesquels n'étoient mis en vente que lorsque le prix des subsistances haussoit ; on les mettoit alors à 40 sous au-dessous du prix, et par ce moyen l'équilibre étoit toujours entretenu dans le prix, et les accaparemens devenoient inutiles.

Les marchands de bled et de farine et leurs correspondans ont décrié cette opération du gouvernement, ont présenté les sieurs *Leleu* comme des accapareurs, parce qu'elle déroutoit leurs avides spéculations : cependant si ce ressort subsistoit encore, nous ne serions pas dans l'embarras aussi cruel. Les sieurs *Leleu* viennent de publier un mémoire que nous avons sous les yeux ; toutes leurs défenses se bornent à ceci : « Les registres de la halle prouvent que nous luttons sans cesse contre l'enchérissement des farines ; nul homme ne sauroit seulement citer une exportation de notre part ; jamais nous n'avons vendu un septier de bled de France en nature ». Au moment même de la révolution, les sieurs *Leleu* se dispoient à faire les efforts les plus extraordinaires ; l'un d'eux pensa être arrêté lorsqu'il alloit à l'hôtel de ville pour offrir ses services et annoncer des secours. Le peuple, qu'aucun frein ne retenoit, demandoit la tête de deux hommes qu'on avoit su rendre odieux. Il n'y a pas cependant un homme d'un sens droit qui, en lisant leur mémoire, ne sente que la capitale leur doit de la reconnaissance ; que c'est avec rai-

son que M. Necker leur accorde sa protection et son estime, et qu'il est indispensable d'avoir recours à leurs talens. Ce mémoire nous est tombé entre les mains ; nous rendons compte de l'effet qu'il a produit sur nous. Nous n'ignorons pas toute la haine que le peuple leur porte ; mais notre devoir est de lutter contre les injustices populaires comme contre la tyrannie des grands.

*Nec civium ardor prava jubentium.*

*Nec vultus instantis tyranni*

HOR.

Une autre cause de la disette est l'inaction, non pas des moulins, mais des meuniers. Ceux des environs de Paris faisoient tous le commerce de bled ; ils l'achetoient en nature, et le revendoient en farine ; il falloit pour cela qu'ils fissent des excursions hors de leur voisinage ; mais aujourd'hui qu'ils sont souvent occupés à transporter, à moudre et à rapporter les subsistances que le gouvernement nous a procurées, ils ne peuvent faire le commerce, et l'opération de la mouture est infiniment moins lucrative ; ils ne feront des achats qu'autant qu'ils seront sûrs qu'on leur laissera moudre par préférence le bled qu'ils auroient acheté, et c'est ce que l'état des choses ne permet peut-être pas.

Correspondre avec toutes les municipalités du royaume, faire faire dans toutes les provinces des achats modérés, et, pour éviter l'éclat, par des commissionnaires, et non par des commissaires, rappeler une compagnie qui a la triture de l'opération des subsistances, lui remettre les grains que le gouvernement nous a procurés pour les exploiter, agir avec modération envers les fermiers et les meuniers, accorder des primes et mêmes des distinctions honorables à ceux qui apporteront des farines ; voilà, pour le moment présent, le parti qui seul nous paroît capable de faire cesser nos malheurs.

Les 6000 fusils promis par le roi sont arrivés aujourd'hui sous une escorte commandée par M. de Maissemy, directeur-général de la librairie, et représentant de la commune.

Plusieurs districts ont décidé que les pouvoirs civils et militaires seroient incompatibles : plusieurs ont prohibé la pluralité même des places civiles ; ce qui n'a pas passé sans résistance de la part de plusieurs présidens de comité. L'un



d'eux, qui étoit président, représentant de la commune et capitaine, a gardé la place de représentant, et a sur le champ abdiqué les deux autres.

Voici quelques anecdotes que l'on débite, et qui ne sont pas indifférentes. Une femme du peuple lisant l'affiche du comité de police, dans laquelle le public est instruit qu'il y a eu des uniformes mis au *Mont-de-Piété*: hélas! dit-elle, cela tombera le *veto*!

Le vicomte de P.... disoit que les représentans de la commune, qui vont être remplacés par les trois cens, avoient fait trois grandes opérations; ils ont chassé les brigands de Montmartre; ils ont calmé les faubourgs, et sur-tout ils ont fait taire le palais-royal.

Deux paysans assistoient à une grande assemblée: l'un d'eux, qui ne comprenoit pas la cause du tumulte qui y régnoit, prioit l'autre de la lui dire, c'est, répond-il, qu'il y en qui veulent nous vendre, et d'autres qui ne veulent pas qu'on nous livre.

Le district des Cordeliers ayant été sollicité par plusieurs autres de ne point conserver un comédien dans le poste de commandant, un de ceux qui a appuyé cette motion a beaucoup cité *Cicéron*. Un antagoniste lui a répondu qu'il n'avoit pas entendu parler de M. Cicéron dans la révolution, mais bien de M. Naudet, qui s'étoit montré par-tout où il avoit pu être utile. Le district des Cordeliers a persisté dans son élection, sur ce principe, *qu'un comédien est un citoyen*. Il restoit à savoir si ce citoyen étoit éligible, et si sa profession, c'est-à-dire, son service public étoit compatible avec le service public militaire. Ne désespérons pas de voir un jour un acteur ayant des talens capables de séduire la multitude, à la place de maire de Paris, ou de commandant-général, et forcé de quitter au milieu de la pièce le costume de Bazile ou de Crispin pour rendre la justice ou rétablir le bon ordre.

*Détails du vendredi 18 septembre.*

Nous l'avions bien prévu que le genre du patriotisme existoit en France, et que l'exemple et l'approbation de l'assemblée nationale étoient puissants pour lui donner toute son énergie. Voici la copie d'une lettre circulaire qui vient de nous tomber dans les mains, et qui est adressée à toutes les femmes et filles d'orfèvres; elle commence ainsi:

## MESDAMES ET MESDEMOISELLES,

« Vous êtes très-instamment invitées de vous trouver dimanche prochain, 20 septembre, à 10 heures du matin, au bureau des osévres; il est question d'une affaire qui doit intéresser toute bonne citoyenne, et l'on ne doute point que l'assemblée ne soit complète! »

MM. les garçons marchands et quelques autres corporations s'empressent également de faire des contributions qui seront incessamment offertes à l'assemblée nationale.

Nous avons fait appercevoir dans l'un de nos précédens numéros que la garde nationale n'avoit pas le droit d'entrer en armes chez un citoyen, ni de lui faire éprouver les moindres vexations, sans un ordre précis du magistrat. Le district de S. Etienne-du-Mont vient de confirmer cette vérité de droit civil par un arrêté authentique; cet arrêté déclare, *« qu'aucun soldat de la garde bourgeoise et autres ne pourront se transporter en armes chez aucun citoyen domicilié, sous quelque prétexte que ce soit, à moins qu'il n'en soit requis par le citoyen domicilié, seulement dans des cas urgens, ou en vertu d'un ordre exprès de l'un des bureaux de comité; fait défenses aux commandans des postes de donner de pareils ordres, et aux soldats bourgeois de les exécuter, sous telle peine qu'il appartiendra, même de prison, si le cas y échoit »*.

Des détachemens de la garde nationale ont arrêté vingt-trois voitures chargées de vin et d'eau-de-vie, aux environs de la nouvelle France, que l'on vouloit faire entrer, sans payer les droits, par la barrière Cadet; ces voitures ont été conduites au district St. Eustache; de-là deux femmes et quatre hommes, inculpés comme auteurs de ces fraudes, ont été conduits à l'hôtel-de-ville: sans doute, il importe à tous les citoyens que les droits d'entrée soient acquittés fidèlement, puisque sans cela la ville seroit dans l'impossibilité de subvenir à ses dépenses journalières, et que maintenant quiconque fraude les droits d'entrée fait un vol, non aux fermiers généraux, mais à la municipalité et à tous les citoyens; néanmoins nous avons sous les yeux des plaintes bien amères portées contre les patrouilles qui ont arrêté ces fraudes; on y dit: *« qu'ils sont entrés en armes dans les maisons de plusieurs citoyens, qu'ils ont escaladé des murs, qu'ils ont employé même la violence, brisé des portes... »*. Nous supprimons la suite de ces plaintes; elles sont sans doute exagérées, nous aimons à le



croire, mais cependant des hommes, quels que soient leurs torts, nous le répéterons sans cesse, ne peuvent être vexés, opprimés, maltraités, avant que le juge que leur assigne la loi, ait prononcé s'ils sont coupables; et même lorsqu'ils sont reconnus comme tels, ils ne peuvent subir que le châtiment que leur inflige la loi; toute autre vexation seroit une injustice manifeste. Pourtant nous rapprochons les faits indiqués par ces plaintes, de la sagesse de l'arrêté de S.<sup>t</sup> Etienne-du-Mont; alors nous prions les citoyens qui les ont fait naître de lire cet arrêté et de prononcer eux-mêmes.

Les représentans de la commune viennent d'adopter par provision le projet de création d'une compagnie de chasseurs, laquelle seroit composée de Suisses émigrans, qui seroient spécialement employés à la garde des barrières de Paris, et porteroient néanmoins l'uniforme de la garde nationale. Cette compagnie assureroit, du moins on le présume, la perception des droits de la ville, et préviendrait des inconvéniens.

Hier matin, sur les cinq heures, il a été arrêté, rue St. Jacques, une voiture chargée de tonneaux remplis de bled, qu'on alloit faire sortir de Paris par la barrière St. Jacques. Celui qu'on accuse de monopole est un marchand de vin, soupçonné depuis quelque temps, et qui faisoit ainsi sortir des bleds de la capitale, sous prétexte de renvoyer des tonneaux vuides; il a été arrêté avec sa femme et un enfant. Tous trois sont dans les prisons, et leurs dépositions éclaireront peut-être sur les manœuvres de quelques agens perfides du monopole.

Nous étions loin de penser, en écrivant la journée du mardi dernier, que les boulangers, généralement parlant, pussent être inculpés sur la disette où nous nous trouvons. M. le marquis de Luchet, ayant consigné dans le *Journal de la ville* cette phrase : *Un boulanger a vendu ce matin dans mon quartier, à plusieurs de ceux au nom desquels je vous écris, et à moi-même, du pain qui étoit incontestablement mêlé de chaux*, etc..... Quelqu'un ayant porté cet écrit à la halle au moment que les boulangers y étoient assemblés, et très-mécontents, il en est résulté une rumeur très-vive. Ils ont pris aussi-tôt un tonneau plein de farine, qu'on leur distribuoit par ordre du gouvernement, ils l'ont placé sur une petite voiture, et l'ont conduit sur le champ chez l'auteur du *Journal de la Ville*, pour lui montrer que cette farine étoit très-mauvaise ( ce qui n'é-

toit pas faux), et lui prouver que, s'il y avoit de la chaux, comme il l'avoit écrit, ce n'étoit pas eux qu'il en falloit accuser, mais qu'il falloit s'en prendre à ceux qui délivroient de telles farines. Ils ont été égalemant chez le libraire qui distribue cet écrit; et ne trouvant que son commis, ils l'ont contraint de marcher avec eux, et vouloient le conduire à l'hôtel-de-ville. L'émeute étoit violente, on craignoit un soulèvement général. Des détachemens de garde sont accourus; et enfin l'auteur s'est transporté au district des Cordeliers, où il est convenu de sa méprise, et s'est retracté formellement. Mais il n'en existoit pas moins des mécontentemens et des troubles à la halle et à la place de la Grève, sur la mauvaise farine et le manque de grains.

Les districts ne devroient-ils pas favoriser les boulangers dans leurs approvisionnemens, sauf à faire enregistrer leurs achats par un officier de la commune? Il y en a dans tous les marchés.

Tout boulanger que l'on sait avoir acheté quelques farines, n'en obtient plus à la halle; on lui en refuse, et on le contraint de cuire sans cesse jusqu'à ce qu'il ait employé ses farines. Il les a payées fort cher; dès lors il perd doublement. Les boulangers qui vont dans les marchés sont inquiétés par les districts mêmes. L'un des boulangers du faubourg S. Martin s'est vu dernièrement enlever soixante septiers de bled qu'il venoit d'acheter à Provins, et ses faux-frais ne lui ont point été remboursés. Il resulte donc de-là que plus un boulanger se donne des soins pour se procurer des farines, plus il perd; or il reste chez lui.

La commune ne devoit elle pas envoyer chez tous les décimateurs des adépendance pour s'assurer de la quantité des bleds recueillis, et prendre le relevé du journal de ces décimateurs? Par-là on sauroit la quantité que possède chaque propriétaire de grains. Toute autre marchandise est enregistrée, pourquoi celle-là ne le seroit-elle pas?

En réprimant sévèrement l'exportation jusqu'à nouvel ordre, ne faudroit-il pas laisser les bleds libres dans l'intérieur, suivre le cours naturel de la concurrence? Ne faudroit-il pas également réprimer sévèrement les *agiotages des bleds*? Il semble que la nation a ce droit; il semble encore que certaines gens s'efforcent de déguiser la volonté des peuples, ils y ont intérêt; mais pour la connoître, il est aisé; chaque fois que l'on voudra s'en assurer sur un point important, que l'on assemble tous les bailliages et les districts; que l'on fasse le recensement



des voix de tous ceux du royaume, et l'on saura en huit ou douze jours la volonté certaine des peuples; dès lors plus de débats.

Nous aurions bien aussi pour notre compte une réclamation à faire sur certain journal, dont le plan ressemble si fort à celui du nôtre, qu'on s'y méprendroit; mais on en a changé le titre. Au reste, s'il nous falloit annoncer toutes les copies, contrefaçons, imitations, translations, dilapidations même dont on nous honore, nous ne finirions point.

Sur les réclamations de plusieurs domestiques, nous nous faisons un devoir d'apprendre au public que lorsqu'ils se sont assemblés sur le gazon du Louvre, ils n'avoient aucun projet qui pût porter atteinte à la tranquillité publique; que le papier que tenoit entre ses mains celui qui fut arrêté, n'étoit autre chose que leur requête imprimée, qui se distribue chez M. Nyon jeune, Pavillon des Quatre Nations. Nous désirons que cette explication leur prouve que nous ne faisons *exception de personne*, et que la justification d'un domestique nous paroît aussi importante que celle de tout autre citoyen.

*Inscriptions prises à la Bastille, le dimanche  
6 septembre 1789, par M. Deffara.*

Tour du coin, en face du boulevard, au quatrième, à droite. Dans une chambre ronde, à droite de la cheminée, Louis Levler est; le reste de l'inscription, qui étoit très-bien faite, a été détruit par des coups de marteau.

Sur la cheminée, Nicolas Maten enfermé. Le reste illisible, les caractères ayant été remplis de plâtre.

Derrière la porte, Jean de Bourbon, marchand mercier, savoyard, a été arrêté par soupçon de contrebande, le 7 novembre 1732. Goudet, imprimeur. Hoyau.

Dans l'embrasure de la croisée, Tevenar, ce 7 mai. Verhisseron.

Dans les lieux d'aisance, à côté, Louis Tevenar, renfermé à la Bastille dans une chambre de la première tour à droite, éclairée par deux croisées sur les fossés, et au niveau de la lampe.

*Inscription placée sur le côté droit de l'embrasure  
de la croisée, à droite.*

L'homme que la Providence a conduit dans ce lieu,  
Y doit gémir sans cesse, et pleurer tous ses péchés;  
Qu'il est heureux d'éprouver l'amour d'un Dieu,  
Qui lui fait souffrir si peu, et l'avoir offensé!

Mortels, profitez de ces momens douloureux :

En l'affaire du salut, point de lendemain.

Vas dans l'abîme des enfers, ou les cieus,

Sans violence, vous placera la même main.

M. J. P. R., premier février 1703.

Au fond de cette croisée, à gauche, au haut, François de Fontaine 1781, mois de septembre.

Au milieu, au-dessous, Nadal.

A l'entrée, Chalaudat, 1781.

Grégoire = Cox. = Lapri = Boujonnier = et autres noms illisibles.

Croisée, à gauche, C. Dubois..... Denis...., deux mots illisibles.

Au-dessous, 6 avril 1688.

Cette chambre, que l'on dit être celle de la question, est séparée en haut par une planche de charpente et maçonnerie; au milieu est un trou de deux pieds quarrés.

Chambre de la deuxième ou troisième cour à gauche.

Dans l'embrasure de la fenêtre, à droite, Dubois, imprimeur du bienheureux F. de Paris, 22 mars 1735.

Le chevalier de Bellisle est entré ici le 17 mars 1705; Dirand.

*Sa chère liberté un sort barbare lui a ravie.*

Le 22 octobre 1709.

*Un jour plus humain lui rendra la vie.*

Au-dessous de cette inscription étoient des mots qui ont été gratés. J. Bambelot de Tours. Y. Tasse. J. suis entré ici le 11 mai 1715. Michel Butti. Jean Lucas, le 29 août 1715. Le sieur Girard, le 12 octobre 1734. Mannil.

A droite de la fenêtre dans la chambre.

#### Sonnet.

Quand le crime, pêcheur, te conduir en prison,

Ayes recours à Dieu par une humble oraison;

Crois qu'en se présentant, son secours il nous donne;

Et que les contrits jamais il n'abandonne.

Le Saint-Esprit aussi recommandant ta foi,

Et priant Jésus-Christ d'intercéder pour toi,

Ton ame sentira croître en toi l'espérance,

De sa miséricorde avec toute assurance.

Ne retombes donc plus dans tes iniquités:

Fuis le mal; fais le bien; uses de charité.

Qui



Qui rendent envers Dieu ta prière efficace :  
 Te voyant libre , enfin , par ce divin secours ,  
 Consacre au Seigneur le reste de tes jours  
 A vivre en le craignant pour mourir en sa grace. Ainsi soit-il.

Un peintre trouvé à la Bastille le jour où ces inscriptions ont été prises , a dit avoir reblanchi, il y a deux ans , toutes les chambres à plusieurs couches , afin d'empêcher qu'on ne lut les inscriptions.

*Suite des inscriptions trouvées sur les murs des cachots de la Bastille , par M. d'Imbert fils.*

C. Dubois Pubonnier , Denie-Miche ; Snilony , 1740 ; Bovoveret , 25 avril 1766 ; Saezzona , Coenoot ; Lombard , 1712 , pour la vie ; M. Chapelier , mai 17840 , Nobie , caractères hébraïques ; Brat , 1745 ; de Silly , 1747 ; Silentium ; Debelleveaux , 1707 ; Sommeret 1625 ; Leb , caractères hébraïques ; Nergent , 1730 ; Grégoire , Solocox , Nenive , Ogordant , Laporte , du 15 août 1686 ; Ducorps , Caveret , 1688 ; Legrand Tinoo , Lapoil 1590 ; Hulin , comte de Mar.... ; l'horloge ne sonnera jamais pour moi l'heure de la liberté ; Demanville , premier mars 1785 ; Dejean , 1782 , 3 Juillet , à midi 2 minutes , je compte les jours ; j'espère en compter , etc. Davaux , Lumet , Michel Beny , Megnier , M. Bernard , Dumeniat , Pierre Rei , 1682 , évêq. ; Macreau ; Venay , Verrine , Onisen , A. = h. \* V.... ; Genurop , 1765 ; Parter , Mancreviye ; Dujardin , dans le cachot du maréchal de Lorges ; Lavigne , j'ai été arrêté le premier janvier 1726 , Sergent ; Claude , F. Saunt , annos 1752 ; Bovelis , 6 février ; Sobo , 1762 ; Us de Peck , 17 Déc.. 69 ; Fost , mai 1721 ; Fomain , Biors , 1703 ; Pillon , *Lacerata est leger* ; Now... , M. Laporte , Session de S. Quentin , 8 novembre 1659 ; Chatun , Chatu , 1690.

*Lettre écrite au rédacteur des révolutions de Paris.*

M O N S I E U R ,

Le zèle patriotique et l'amour de la liberté qui vous engagent à rendre publics les papiers de la Bastille que vous pouvez vous procurer , offrent un exemple trop digne d'être imité , pour que je ne m'empresse pas de seconder vos vues. C'est pour coopérer , autant qu'il est en moi , à vos louables travaux , que j'ai l'honneur de vous adresser

N<sup>o</sup>. 10.

\*\* E

**copie très-exacte d'un papier trouvé par moi à la Bastille.**  
 Il me paroît assez piquant pour être rendu public.

*Copie de la lettre escripte par moi Dussault, prissonnier  
 à la Bastille, le premier décembre 1642, à M. le car-  
 dinal de Richelieu, malade :*

**M O N S E I G N E V R,**

« Il est vn temps oy l'homme cesse d'estre barbare et injyste; c'est celvi oy sa dissolvion prochaine le force à descendre dans les ténèbres de sa conscience, et à se lamenter svr les sovcsis, chagrins, peines, malhevs et infortvnes qu'il a cavsés à ses semblables; permettez que je dise ses semblables; car uovs deuez uoir maintenant ce dont uovs n'avez jamais uovlu uovs convaincre, ne uovs persuader que le sowerain et l'excellent owrier céleste, nous a tous créés sur le même modèle, et que l'yntention d'icetvy a esté qve les hommes ne fvsent dystyngvez les vns des avtres, que par levrs uertvs. Or donc, monseigneur, uovs savés qve uoilà déjà 11 années que uovs me fayte pastir et endvrer mille mortz à la Bastille, ov les plus déloyaux et felons svbiectz du roi seroyent encore dygnes de pytyéet compassion. A plvs graue raison, moi, que uovs y faytes povrir povr avoir désobéi à vostre mandement, quiauoit fait condamner mon asme à la gehenne éternelle, et auoit fait comparoir en l'éternité les mains sovillées de sang. Ah! si uovs pouviez entendre les sanglots, plaintes et gémissemens qve uovs me faytes prodvire, uovs me feriés bien viste enuoyer en liberté de ma personne. Je uovs en supplie, monseigneur, av nom dv Dieu éternel, qvi uovs jvgera uovs, aynsy que moy, ayés pytyé de mes souffrances et doléances; et sy uovs uovlez avoir d'icelvy miséricorde avant que d'aller à trespas, donnez mandement qv'on m'oste mes chaysnés, car iccettuy venu, uovs ne seriez plvs à loysyr de me rendre vne jvstice que je ne dois demander qu'à uovs; et uovs me persécuseriez mesme après vostre décedz, dont Dieu nous garde, sy uovs uovs laissez gagner par la très-hvmbble prière d'un homme qvi a tovsjours esté loial sujet dv roi ».

« Je svis, monseigneur, avec uénération, respect et sybmission ».

Vostre, etc.



Je vous observe, monsieur, que le sieur Dussault qui a écrit cette lettre, étoit entré à la bastille le 20 novembre 1631, et que le cardinal, suivant les apparences, ne l'a point reçue, puisqu'il est mort le 4 décembre 1642, c'est-à-dire, quatre jours après la date de cette lettre, et que le malheureux Dussault n'a recouvré sa liberté que le 20 juin 1692, ainsi que l'annonce une inscription qu'il a mise sur les murs de la chambre où il étoit renfermé. Ainsi, comme vous le voyez, monsieur, l'infortuné Dussault a été détenu à la bastille pendant 61 ans.

Je vous ferai passer incessamment une liasse qui vous fera connoître les persécutions inouïes exercées à la bastille sur un ingénieur du premier mérite, nommé *Héron*. Elles piqueront certainement la curiosité de vos lecteurs.

Si vous jugez à propos d'insérer ma lettre dans votre prochain numéro, elle annoncera en même temps la maison noble de Truck de Lachaux que j'ai entre les mains, une expédition des lettres-patentes de 1611, qui ont confirmé sa noblesse, ainsi que les titres qui lui ont concédé le droit de sépulture dans l'église de S. Pierre de Rauzun, évêché de Bazas. Je suis prêt à remettre ces pièces aux personnes qui me justifieront quelles leur appartiennent.

J'ai l'honneur d'être,

MONSIEUR,

Votre très humble et très-  
obéissant serviteur,  
*Signé.* MATON DE LA VARENNE,  
avocat au parlement.

Ce 13 septembre 1789.

S'adresser, pour réclamer les pièces ci-dessus indiquées, au bureau des Révolutions.

*Précis de M. le Prince de Conty.*

Ayant toujours espéré que la vérité triompheroit de la calomnie, je suis resté dans le silence jusqu'à ce moment; mais il ne m'est plus ni possibles ni permis de le garder, puisque mes ennemis ne m'en poursuivent qu'avec plus d'acharnement.

E 2

J'ai été forcé de sortir du royaume, parce que la multitude, prévenue contre moi et échauffée par des calomnies atroces, a cru que j'avois fait le commerce des bleds, et que d'après cela je méritois son animadversion et sa haine.

En conséquence, *menacé par-tout du fer, du feu et du poison, il ne m'est plus resté d'autres ressources que de fuir ma patrie; et telle est la position dans laquelle je suis depuis le 13 juillet, sans que je puiste en présumer le terme.*

Les perquisitions faites chez moi, imprimées et signées de ceux qui en ont été chargées, prouvent la fausseté de ces imputations.

On me calomnie encore journellement, en disant que j'ai payé pour exciter des troubles et des révoltes, et empêcher les moulins de moudre, etc.

Je défie qui que ce soit, de parvenir à prouver aucun de tous ces faits.

Obligé de présider un bureau de notables, et de donner mon avis dans cette assemblée, *j'ai dit et écrit à cette occasion, en mon âme et conscience, ma façon de voir, de penser; et en cela j'ai fait mon devoir d'honnête-homme, que personne ne peut ni ne doit me reprocher.*

On répand de plus, que je suis entré dans des complots, machinations, etc. *Je déclare formellement et authentiquement que cela est faux, et que j'ai même la satisfaction de pouvoir dire, que jamais de telles propositions ou confidences ne m'ont été faites.*

J'ai toujours cherché, depuis que je suis au monde, à mériter l'estime publique; et ce n'es point à mon âge que l'on cesse d'en sentir le prix.

Je n'ai jamais été *ambitieux, politique ni intrigant*, et n'ai formé et ne forme d'autres vœux que d'achever mes jours tranquillement au milieu de mes concitoyens, que je voudrois savoir aussi heureux que je l'ai toujours désiré.

Il est si intéressant pour moi que tout ceci soit connu, que je n'hésite pas à le rendre public par la voie de l'impression.

L. F. J. DE BOURBON.

Ce 16 septembre 1789.



## ASSEMBLÉE NATIONALE.

*Séance du matin des 12, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 sept.*

La durée de l'effet suspensif que produisoit le refus du consentement du roi aux loix qui seront proposées, devroit nécessairement avoir des rapports avec la durée des assemblées au corps de législature qui proposeront ces loix. M. de Saint-Fargeau en fit très-judicieusement l'observation à l'ouverture de la séance du samedi 12, et il développa, dans un discours qui excita l'admiration et les applaudissemens, tous les motifs qui pouvoient déterminer à réduire cette durée au moins de temps possible; il proposa de la fixer à une seule année.

M. de Richier fit remarquer, avant le développement de ces moyens, qu'il falloit délibérer en même-temps sur le renouvellement des membres dont le corps de la législature seront composés. M. de St. Fargeau en traita aussi dans son discours, et ces deux motions furent mises ensemble à la discussion.

Il fut proposé trois autres partis, l'un pour deux, l'autre pour trois, un troisième pour quatre années; et il fut décidé que la durée des corps de législature sera de deux années.

Le renouvellement de chaque législature fut réglé dans la séance du lundi 14. Il fut décidé à l'unanimité et avec un empressement qui tenoit de l'acclamation, que le renouvellement se fera en totalité.

La question à discuter ensuite, étoit de savoir « pendant combien de législature pourra durer l'effet du refus de sanctionner les loix ».

M. Barnave proposa d'interrompre cet ordre du jour et de surseoir à la discussion de cette question, jusqu'à ce que l'assemblée ait assuré l'exécution des arrêtés du 4 août, soit en obtenant la sanction du roi, soit en décrétant que le roi ne peut pas refuser de les sanctionner.

Cette motion, clairement établie par son auteur, fut appuyée avec force par MM. le comte de Mirabeau, Marenda, Chassé, etc. Elle fut combattue par MM. de Virieu, de Cazalès, l'abbé Maury et Mallouët, qui soutinrent tous la nécessité du consentement du roi pour valider les articles constitutionnels.

M. de Cazalès prétendit qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer.

L'assemblée étant allée aux voix, par assis et levés, sur cette question préalable, la décision parut douteuse; et M. le président renvoya à prendre les voix, par appel nominal, à la séance du lendemain.

On espéroit éviter cette décision par le moyen de la prompte sanction des arrêtés qui pouvoient être présentés au roi à cet effet dans la même soirée.

M. le président ayant annoncé, au commencement de la séance de mardi, qu'il n'avoit pas encore l'heure du roi, pour lui présenter les décrets à sanctionner, M. le Chapelier proposa de retarder à prononcer sur la question agitée la veille, et de s'occuper en attendant de l'organisation des législatures; sur quoi il présenta ces quatre questions.

De combien de membres l'assemblée sera-t-elle composée? quelle sera la durée de chaque session? à quelle époque l'assemblée se formera-t-elle chaque année? quelle qualité faudra-t-il pour être électeur ou éligible?

M. de Cazalès éleva des difficultés sur la proposition de M. le Chapelier, sans faire sentir la nécessité de la contradiction.

M. Guillaotin dit que pour tarir les sources des discussions sur cette matière, il falloit définir nettement la sanction royale, et il fit observer qu'elle ne pouvoit être prise pour le consentement qui a été reconnu nécessaire pour la validité des loix.

Un autre membre crut plus convenable de reconnoître, avant tout, *l'inviolabilité de la personne du roi, l'indivisibilité du trône et l'hérédité de la couronne.*

Ces trois principes constitutionnels et fondamentaux de la monarchie française, furent consacrés à l'instant par un acclamation universelle, avec ces témoignages éclatans de l'amour des Français pour leur roi.

Mais la rédaction du décret occasionna de grandes discussions, qui allèrent presque à la dissension, et qui occupèrent le reste de cette séance et la séance entière du mercredi.

Le décret fut proposé en ces termes:

*Que la personne du roi est inviolable et sacrée; que le trône est indivisible; que la couronne est héréditaire dans la race régnante, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle et absolue des femmes et de leurs descendans.*



Le développement du principe sur l'hérédité de la couronne appelloit évidemment au trône toutes les branches de la maison de Bourbon; il y en a cependant plusieurs qui en sont exclues par renonciation motivée et formelle.

D'ailleurs un assez grand nombre de membres trouvoient de l'inconvenance à assurer à des étrangers un droit même éventuel, au gouvernement de la France.

Il fut proposé des amendemens. M. Target demanda d'abord qu'il fut dit : *L'assemblée n'entendant rien préjuger sur l'effet des renonciations.* Il y a ajouté ensuite, par sous-amendement : *sur lesquelles, en cas de contestation, la nation prononcera.*

Ceux qui vouloient que le décret fût absolu, et sans exception, s'élevèrent avec quelque violence contre les amendemens. Ils parvinrent même à empêcher de délibérer sur le sous amendement. Il fut rejeté sans avoir été discuté; et après que l'amendement eut été admis, avec beaucoup de contradictions et sans additions, les membres qui votoient pour les branches étrangères et exclues par traités, persistèrent à demander l'appel nominal, pour répondre, par oui ou par non, sur la totalité du décret.

Ceux qui ne croyoient pas convenable d'assurer dès-à-présent un droit succeffifs aux branches étrangères, et au préjudice du traité d'Utrecht, vouloient se procurer la liberté de donner leur libre adhésion aux trois principes généraux, et se conserver le droit naturel de ne pas adhérer à ce qui leur répugnoit dans le développement du troisième; cependant la discussion fut refusée, et les esprits s'échauffèrent.

Enfin, M. le président présenta une ouverture, qui fut d'énoncer, dans le procès-verbal, que les trois principes généraux de l'inviolabilité du roi, de l'indivisibilité du trône et de l'hérédité de la couronne, avoient été reconnus par acclamations et à l'unanimité, et que la rédaction de ces trois articles avoient été admises à la pluralité.

Les tenants pour les Bourbons étrangers contre les Bourbons de France, voulurent faire rejeter ce tempérament. Il fallut revenir aux voix pour savoir ci ce parti seroit adopté, ou si l'on seroit obligé de répondre, par oui ou par non, sur la rédaction entière du décret.

M. le président crut appercevoir la majorité contre sa proposition, et décréta l'appel nominal sur la rédaction entière.

M. Gauthier de Biauzat et plusieurs autres réclamèrent

contre cette erreur. Après beaucoup de débats, il fut convenu cependant, sans décret spécial, qu'on irait aux voix par appel nominal, sur la question sur laquelle on étoit allé aux voix, par assis et levé.

Mais la manière dont l'ordre du jour fut rappelé à la séance de jeudi, occasionna de nouvelles difficultés. M. le président fit lire le projet, ou la rédaction du décret, et chargea de suite un des secrétaires de faire l'appel sur l'admission ou la réjection de ce projet.

M. Gauthier de Biauzat réclama le véritable ordre du jour, et établit, par le rappel de ce qui s'étoit passé à la fin de la séance du mercredi, qu'il falloit prendre les voix sur l'ouverture qui avoit été faite par M. le président, avant de penser à venir aux voix sur le projet de rédaction.

Plusieurs députés de la noblesse contestèrent sur les points de faits; un plus grand nombre de leur confrères reconnurent la justice de la réclamation. L'ordre du jour fut rétabli; et ayant été précédé à l'appel nominal sur l'ouverture faite par M. de Clermont-Tonnerre, dans la séance de mercredi, le recensement des voix démontra l'erreur contre laquelle on s'étoit élevé dans cette précédente séance, il fut décrété en conséquence que le procès-verbal fera mention de l'unanimité des suffrages sur les trois principes généraux.

Ces principes, qui étoient un grand objet d'attention et non un sujet de discussion, ainsi généralement reconnus, on alla aux voix, par appel nominal, sur l'admission ou le rejet du projet de rédaction, et il fut admis à la pluralité des suffrages.

La séance du vendredi fut entièrement employée à des discussions sur les observations faites par le roi à l'assemblée au sujet des arrêtés dont la sanction lui avoit été demandée, le 15, en exécution du décret du 12.

Il fut fait plusieurs motions à ce sujet, toutes tendantes à faire considérer ces observations comme refus de sanction. MM. le Chapelier, de la Rochefoucault et Volney proposèrent les principales et les plus intéressantes.

Celle de M. Volney manifestoit des craintes de sa part, que les partis qu'il dit être formés dans l'assemblée et les intérêts personnels qu'il leur donna pour bases et pour mobiles ne portant préjudice à la restauration si désirable; et pour lever cet obstacle, qu'il crut appercevoir, il proposa d'organiser l'assemblée nationale, les assemblées provinciales, celle de districts et les municipalités, pour décréter  
ensuite



ensuite une nouvelle élection de représentans qui viendroient remplacer incessamment les membres de l'assemblée nationale actuelle.

La discussion fut continuée au lendemain, et le samedi, M. Duport appuya la motion de M. de la Rochefoucauld, tendante à faire retirer M. le président vers le roi, pour le supplier de sanctionner les arrêtés qu'il lui avoit déjà présentés, et d'assurer sa majesté qu'en formant les loix de détail, qui doivent dériver de ces arrêtés, l'assemblée nationale prendra en grande et respectueuse considération les observations que sa majesté lui a fait parvenir.

M. Mallouet fit des efforts réitérés et inutiles pour empêcher l'admission de cette motion; elle fut adoptée à la grande majorité des suffrages, et M. le président se rendit chez le roi sur le midi.

M. l'évêque de Langres occupa le fauteuil jusqu'au retour de M. de Clermont-Tonnerre, et pendant cet intervalle il fut rendu deux décrets.

Le premier porte que l'assemblée s'occupera des finances dans deux séances de chaque semaine; et il est réglé par le second que tous les tableaux de la recette et de la dépense dans toutes les parties de l'administration seront imprimés, afin que chaque membre de l'assemblée puisse les examiner à loisir.

M. de Clermont-Tonnerre, de retour sur les trois heures et demie, déclara que le roi lui avoit dit: *revenez demain au soir, je vous donnerai ma réponse*; et que M. le garde-des-sceaux présent, ayant demandé au roi si M. le président pouvoit annoncer que les desirs de l'assemblée seront favorablement accueillis, sa majesté répondit: *Oh! oui, et toujours.*

*Séances du soir, des 5, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, et 19 septembre.*

L'assemblée nationale s'est occupée de douze objets principaux dans ses séances.

1<sup>o</sup>. L'affaire de M. le marquis de la Salle fut jugée dans la séance du 5. Les éclaircissemens de la plus rigoureuse instruction n'ont abouti qu'à donner plus d'éclat aux vertus patriotiques de ce digne citoyen.

2<sup>o</sup>. L'on s'occupa ensuite des moyens d'approvisionner Paris de farines, l'assemblée en renvoya le soin au pouvoir exécutif.

3<sup>o</sup>. Il fut question de la gabelle et de la taille dans la séance du 7; le projet proposé par le premier ministre des

N<sup>o</sup>. 10.

★\*F

finances dans son dernier mémoire, d'adoucir le premier de ces impôts, fut pris en considération : M. Anson, rapporteur du comité des finances, proposa un arrêté qui réduisoit le prix du sel à six sous la livre, pour toutes les provinces de grandes gabelles.

M. le marquis de Montesquiou, membre du même comité, proposa de s'occuper des moyens d'assurer la levée de la taille et des autres subsides qu'il comprit sous la dénomination d'impositions directes.

4°. La gêne absolue que l'impôt de la gabelle cause à la liberté, la nécessité d'une égalité proportionnelle même dans la distribution des décharges, remises ou dispenses sur toutes les provinces du royaume, et les besoins de l'état toujours croissans et plus pressans que jamais, rendront cette discussion d'une difficulté presque insurmontable jusqu'au temps où le rétablissement de la force coercitive, permettra d'établir un nouvel ordre de choses, en matière d'impôts, pour tout le royaume; aussi ne fut-il rien décidé à ce sujet dans cette séance, non plus que dans plusieurs des suivantes, où il fut encore traité.

5°. Il fut décrété à cette occasion dans la séance du 9, que les orateurs parleront dans l'ordre de la liste commencée après l'ouverture de chaque discussion.

6°. La nécessité d'une prompte réforme dans la procédure criminelle fut établie dans la séance du 10.

Les prisons de Paris sont remplies d'accusés dont le nombre a été considérablement augmenté dans les troubles. La commune de cette ville, pour lever les obstacles qui s'opposent à l'expédition des affaires, demande qu'il soit ordonné par décret provisoire que les accusés auront avoir un conseil, que l'instruction sera publique, que les faits justificatifs pourront être proposés en tout état de cause, et qu'il faudra les deux tiers de voix pour faire prononcer la peine de mort.

Tous les orateurs qui prirent la parole, reconnurent l'avantage de la nécessité de ces changemens, si long-temps désirés.

7°. L'article de la publicité de l'instruction pourroit cependant avoir des inconvéniens dans les circonstances actuelles; il semble convenable de rétablir la force publique; avant de s'exposer aux mouvemens inopinés des assemblées populaires, qui trouveroient de nouvelles occasions de fermentation, dans la publicité des dépositions, des interrogatoires, des confrontations, et des autres actes d'instruction et de discussion.



M. Gauthier de Biauzat , qui fit remarquer cet inconvénient, crut entrevoir des dangers ou pour l'accusé, ou pour le plaignant, ou pour les témoins, ou pour les juges, dans le cas où l'instruction seroit faite publiquement, avant d'avoir établi la force coercitive.

Il fut arrêté que ces questions seront discutées dans un comité de sept personnes, qui communiqueront incessamment le résultat de leur travail à l'assemblée.

8°. M. le vicomte de Noailles avoit proposé, il y a près de deux mois, d'établir un comité qui s'occupoit de la constitution militaire, la nouvelle demande que M. le baron de Wimphen en fit, dans la séance du samedi, fut renvoyée à la discussion des bureaux.

9°. M. Dufroisse Ducheix, parlant, comme membre du bureau de judicature, qui n'a d'autre tâche que de s'occuper de la fixation du montant des finances de ceux des offices dont on a supprimé la venalité, proposa un projet de décret qui tendoit plus à consolider l'état de la magistrature actuelle qu'à faciliter le remboursement des charges; il fut décidé qu'il n'y avoit lieu de délibérer.

10°. La discussion de cet objet donna occasion à M. Target de faire une motion qui eut plus de succès; il demanda que les arrêtés du 4 août, développés dans les séances suivantes, fussent présentés à la sanction royale.

MM. Populus, Lavie, Dupont, Reubel, et quelques autres membres, observèrent que les rumeurs qui se manifestent de nouveau dans les provinces, naissent du doute répandue par des lettres des agens du clergé, et par d'autres voies, sur l'exécution des reconnoissances d'abandon et sacrifices qui avoient été faits le 4 août dans l'intention, déclarée par quelques membres, de gratifier le peuple, et dans la nécessité évidente et avouée par presque tous de le satisfaire.

Ces observations fondées sur des faits dont plusieurs furent avoués, et dont aucun ne fut contesté, déterminèrent à décréter que les arrêtés du 4 août et celui qui a été rendu sur le commerce des grains seroient présentés à la sanction royale; l'on renvoya à régler dans une des séances suivantes la forme ou le mode de cette présentation, et il fut arrêté dans la séance du lundi au soir, qu'il ne seroit employé d'autre forme pour cet effet, que la simple présentation des décrets au roi, par M. le président, pour que sa majesté les sanctionne.

11°. L'assemblée arrêta le 15 un décret dont la rédaction

tion fut adopté le 18, pour parvenir à la pleine exécution de celui qu'elle avoit rendu le 29 août sur le commerce des grains.

12°. La conduite du comité permanent de la ville de Mâcon occupa le reste de la séance du 18. Le comité s'est érigé par délibération du 5 août, en tribunal criminel, pour juger en dernier ressort. Il a déjà fait périr vingt personnes dans les supplices. Cette affaire a été renvoyée au pouvoir exécutif, et M. le président a été chargé d'écrire à Mâcon, pour arrêter l'exercice de ce tribunal.

*Reclamation pour M. Arné, grenadier aux ci-devant Gardes-Françoises.*

Quand on veut écrire l'histoire de son temps, il n'est pas un fait qu'il ne faille vérifier par soi-même. Ceux qui paroissent les plus constans sont souvent les plus faux : d'après ceux que je vais apprendre au public, on sera tenté de douter de tous les faits que nous offre l'histoire.

On sait que, lors de la prise de la Bastille, le sieur Arné, grenadier aux gardes, arrêta le sieur de Launay, et lui cassa entre les mains l'épée dont il vouloit se percer; que ce grenadier monta aussi-tôt sur les tours de la Bastille, et qu'il eut la présence d'esprit de présenter son bonnet au bout de sa bayonnette, pour faire cesser le feu des assiégeans, qui avoient déjà blessé M. Humbert.

Mais ce qu'on ne sait pas généralement, c'est que ce brave grenadier étant parti de l'hôtel-de-ville avec la compagnie de Reuvelles, sous le commandement de M. Hulin, il le suivoit à travers les cours de l'arsenal, lorsqu'il alla en avant pour observer la contenance des assiégés : lorsque le grand pont-levis de la cour intérieure tomba ce grenadier donna l'exemple de s'élancer dessus pour qu'on ne pût pas le relever, et il sauta, au risque de se casser les jambes.

J'observai quelques momens après Arné sur le théâtre même de la victoire: j'appris le sur lendemain qu'on promenoit dans les rues le héros de la Bastille, et on me dit que c'étoit un fusillier. Peu de jours après, le journal de la ville débita que le sieur Arné étoit mort de ses blessures, la voix publique m'apprit bientôt que cette nouvelle étoit fausse, et que le héros de la Bastille étoit au district des Barnabites. Les uns l'appelloient *Harné*, d'autre *Aren*, et d'autres Henri, je ne doute pas qu'il pût y voir erreur sur la personne, et je me réjouis avec tous les bons citoyens de ce que ce brave soldat vivoit pour recevoir des marques de notre reconnoissance.



Lors des élections des officiers de la troupe soldée, je m'informai si le héros de la Bastille avoit obtenu une récompense digne de son patriotisme, et j'appris que le district des Farnabites, sourd à la voix de l'intrigue et de l'ambition, s'étoit honoré par le choix qu'il avoit fait de M. Henry, dit Dubois, fusilier de la compagnie de Brache, pour capitaine de la compagnie soldée.

Je ne conçus pas comment un grenadier que j'avois vu dans la Bastille, même avec les grenades et le bonnet, n'étoit plus qu'un simple fusilier ; j'ai cherché à éclaircir la fait, et j'ai su qu'il n'y avoit rien de commun entre M. Arné et M. Henry, dit Dubois.

J'imaginai tout simplement que nous avions un héros de plus ; mais après bien des recherches sur les exploits de M. Henry Dubois, après bien des informations prises des vainqueurs de la Bastille ; je n'ai découvert autre chose, sinon que M. Dubois étoit nanti de la croix de S. Louis de M. de Launay.

Lorsqu'on arrêta ce gouverneur, il n'avoit point de croix de S. Louis, mais seulement un ruban : donc celui qui est nanti de cette croix n'est pas celui qui l'a arrêté, et qui s'est signalé à la Bastille.

J'ai voulu voir M. Arné ; je l'ai trouvé simple grenadier, faisant son service au faubourg S. Martin, au milieu de cette brave compagnie de Réfuvelles qui s'est distinguée de tant de manières dans la révolution.

M. Arné m'a parlé de ce qu'il a fait, avec la modestie que donne une bonne éducation, comme à un homme qui vient s'instruire des faits ; et lorsque je lui ai remarqué qu'il avoit été oublié dans le choix des officiers, sa réponse simple et noble m'a prouvé qu'il ne se doutoit pas que, pour obtenir ce qui nous est dû, il faut solliciter ou avoir des amis brûlans qui se fassent une gloire de solliciter pour nous. Je n'ai jamais rien désiré, m'a-t-il ajouté, que pour mon père et ma mère ; mon bonheur eût été de leur procurer de l'aisance.

Né dans une province opposée à celle de M. Arné, et n'ayant aucune correspondance dans la sienne, j'ai cherché dans la capitale quelqu'un qui pût me donner des détails sur son compte : deux négocians de Dôle en Franche-Comté m'ont appris que depuis que M. Arné est au régiment des gardes, il envoyoit régulièrement à ses parens le produit de ses économies et de ses travaux.

Il m'a donc paru bien établi, que M. Arné est le mo-

dèle de la piété filiale, comme de la valeur et du patriotisme, et qu'il ne méritoit pas d'être oublié par les habitans d'une ville où l'on connoît, peut-être le mieux, le prix des vertus et des belles actions.

J'ai long-temps cru que M. Arné et M. Henry, dit Dubois, étoient le même individu : ne seroit-il pas possible qu'un grand nombre de membres du district des Barnabites ait été dans la même erreur, et que ce soit par l'effet de cet erreur que M. Arné n'est pas à la tête de leur compagnie soldée ; n'est-il pas possible qu'ils aient cru nommer celui qui est entré avec les sieurs Hulin, Elie et Maillard, à la Bastille, qui a arrêté M. de Lauvay, et qui, par sa présence d'esprit, et en risquant un coup de fusil, a fait cesser le feu des assiégeans, qui pouvoit faire subir à trente citoyens le sort de M. Humbert.

Ne seroit-il pas possible que les dispositions connues du district des Barnabites envers le héros de la Bastille aient empêché les autres districts de penser à M. Arné ; en un mot, qu'a fait M. Dubois pour être capitaine ? Et pourquoi M. Arné n'est-il pas même caporal ?

C'est aux habitans de Paris, et particulièrement aux honorables membres du district des Barnabites, que je soumetts ces questions.

Par l'auteur de l'adresse des gardes françoises,  
enlevés des prisons de l'abbaye, au roi.

Le nommé.....serrurier taillandier, devoit se marier le jour de la prise de la Bastille ; le matin il s'occupe à monter une scie d'acier pour scier le fer ; armé de cet instrument, il se rendit à la Bastille, où il reçut, pendant l'assaut, trois balles dans les reins ; on le rapporta chez M. Frappier, chez lequel il travailloit depuis sept ans ; la personne avec qui il devoit se marier étoit enceinte de cinq mois ; à cette nouvelle, elle s'est blessée, ce brave citoyen est mort sans lui laisser aucuns secours, et depuis, elle ne subsiste que par les soins de M. Frappier, qui, dans les premiers jours de la révolution, commandoit au district S. Sévérin : ceux qui s'intéresseront au sort de cette infortunée, sont priés d'adresser leurs secours à M. Frappier, maître serrurier-taillandier, rue de la Huchette, n<sup>o</sup>.....



## NOUVELLES DES PROVINCES.

*Extrait d'une lettre de Rouen, du 15 septembre 1789.*

Le parlement de cette ville ayant appris que le procureur du roi du bailliage de Falaise avoit été se justifier en présence de nosseigneurs des états-généraux sur l'imputation qui lui avoit été faite (1), ce parlement vient de casser l'arrêté des représentans de la nation, du 23 août dernier, arrêté qui constate l'innocence de cet officier. Ce parlement vient de lancer contre l'officier un décret de prise-de-corps, *pour avoir adopté, dit-il, un tribunal qui n'est point celui du procureur du roi de Falaise.* Certainement on ne peut pousser plus loin l'envie de soutenir les anciennes maximes parlementaires. Il est incroyable qu'un parlement ose être rebelle aux décrets de la nation ! Ce parlement qui s'est fait haïr à si juste titre des peuples de cette province, croiroit-il donc encore y trouver un appui ? L'intrigue est bien puissante, pourtant il est difficile de croire qu'elle réussisse à ce point ; ce qu'il y a de sûr, c'est que l'issue de cette affaire aura quelque chose de très-piquant. J'aurai le plaisir de vous en faire part.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Dimanche, 13 de ce mois, vers les sept heures du soir, la ville de Versailles a été singulièrement alarmée. Une troupe considérable de gens s'est portée dans le quartier de S. Louis, du côté du marché, et s'arrêta à la maison du sieur Auguste, boulanger, qui avoit eu l'imprudence d'avoir dans sa boutique du pain de deux sortes, et par conséquent de deux prix. Cette populace effrénée s'empara de ce boulanger, et vouloit le pendre ; on avoit déjà descendu pour cela une lanterne : heureusement pour lui quelques dragons et autres soldats obtinrent qu'il seroit conduit chez le commissaire, d'où il fut transféré à la geôle ; mais cette troupe voyant que son but n'étoit pas rempli, retourna à la maison de cet homme, qu'elle pilla, et mit le feu aux meubles qu'elle avoit sortis dans la rue. On se saisit cependant de plusieurs de ces perturbateurs, et on posa du canon à la porte de la prison, où ils furent incarceration, pour ôter au reste toute idée de vouloir les délivrer.

(1) Le procureur du roi de Falaise avoit été décrété par le parlement de Rouen, pour avoir inséré dans des cahiers présentés aux états-généraux quelques maximes anti-parlementaires.

*Paragrapbes extraits des papiers anglais.*

L'assemblée nationale agit comme des personnes qui, ayant des droits sur une maison à laquelle on auroit mis le feu, s'amuseroit à disputer sur leurs droits, jusqu'à ce que l'objet de leurs discussions fût détruit par les flâmes. Le sens commun doit suggérer qu'en de telles occasions il faut commencer par éteindre le feu.

On dit que l'indisposition de M. Necker est plus politique que naturelle; qu'il voit l'impossibilité de conduire les affaires du gouvernement, et qu'il désire trouver un prétexte honnête de se retirer d'une place où il paroît qu'il lui reste peu de moyens de servir le royaume et de conserver son caractère. On croit que ce prétexte sera le triste état de sa santé.

Jaloux de reconnoître les bontés dont le public nous a honorés, et d'après l'invitation de plusieurs citoyens, nous ferons paroître une introduction aux *Révolutions*, ouvrage de plus de 60 pages d'impression, qui contient un tableau historique et politique de tout ce qui s'est passé en France depuis la première assemblée des notables, et qui démontre les causes de l'étonnante révolution qui vient de s'opérer. Cet ouvrage, qui est sous presse, parviendra sous peu *gratis* à nos abonnés.

Paris, ce 20 septembre 1789.

PRUDHOMME, rue Jacob, n°. 28.

---

Errata, n°. IX, page 9, ligne 13; lisez, 15 muids, au lieu de 15 septiers.

---

De l'Imprimerie des Révolutions, rue Jacob, n°. 28.  
faubourg S. - Germain.